

# Coopération du Gouvernement de la République centrafricaine et de l'UNICEF dans le traitement des cas de recrutement d'enfants soldats en République centrafricaine

Arnaud Basten

Université Grenoble Alpes

Courriel : [basten8@gmail.com](mailto:basten8@gmail.com)

## Résumé

*Les crises humanitaires continues en République centrafricaine sont provoquées par les conflits armés impliquant des combattants mineurs également connus sous le nom d'enfants soldats. Face à ce phénomène, le Gouvernement centrafricain tente de pallier le problème en initiant une collaboration avec l'UNICEF, espérant mettre un terme à l'utilisation et au recrutement dudit militaire mineur opérant et combattant sur l'ensemble du territoire centrafricain. L'objectif de cette recherche est d'analyser la collaboration existante entre la République Centrafricaine et l'UNICEF en décrivant dans un premier temps le conflit en République Centrafricaine puis en mettant en évidence les facteurs qui permettent le recrutement des enfants de la guerre, et en bien fournissant des analyses sur le rôle de l'UNICEF dans le traitement du cas de recrutement d'enfants soldats et les obstacles que l'organisation doit endurer depuis sa tentative de le faire dans la région de la République centrafricaine. Cette recherche utilise une méthode qualitative en collectant des données à partir de livres, de rapports d'ONG et de médias de masse. L'explication de la collaboration entre l'UNICEF et la République centrafricaine est donnée en utilisant le point de vue du libéralisme avec les perspectives des concepts de coopération et d'organisation internationale, respectivement. Cette recherche conclut que la présence d'un certain nombre d'obstacles dans le travail de collaboration entre l'UNICEF et le gouvernement de la République centrafricaine a été la principale raison pour laquelle la collaboration entre les deux acteurs n'a sans doute pas été entièrement et pleinement réussie.*

**Mots clés :** Enfants soldats, République Centrafricaine, UNICEF, Coopération.



## A. INTRODUCTION

La République centrafricaine est une république indépendante le 13 août 1960 de l'État français, la République centrafricaine est située à l'intérieur du continent africain. Le pays est bordé directement par les pays du Soudan, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo et du Cameroun. La capitale de l'Afrique centrale est Bangui, la majorité de la population de la République centrafricaine vit dans les régions de l'ouest et du centre du pays, en particulier dans et autour de la capitale Bangui. La République centrafricaine était indépendante en 1960 de la France, mais le peuple lui-même n'était pas encore indépendant car il y

avait encore de nombreuses rébellions et coups d'État militaires qui ont entravé le progrès du pays. Le gouvernement est assez dépassé dans la gestion des conflits qui surviennent sur le territoire de son pays, de l'existence de différences de tribalisme, de race, de religion et de groupes rebelles qui continuent d'émerger est une solution assez difficile pour le gouvernement. De plus, un problème très grave en Afrique centrale est le nombre de violations des droits de l'homme qui se produisent en raison de différends passés et de vengeance entre certains groupes en Afrique, cela fait une guerre qui est continue au point d'affecter leurs enfants et petits-enfants.

François Bozizé, en tant que président de la République centrafricaine, fait maintenant face à un soulèvement de groupes armés et de milices pro-gouvernementales en République centrafricaine, qui continuent d'intensifier leurs efforts pour recruter et impliquer des enfants dans leurs conflits armés en République centrafricaine. Le soulèvement a duré de 2012 à 2013 entre le gouvernement de la République centrafricaine et les rebelles, dont certains avaient été impliqués dans la guerre de Bush en République centrafricaine. La tension en Afrique centrale s'est arrêtée en 2007, le combat de brousse, qui a eu lieu en 2004, s'est arrêté en 2007 après que le gouvernement centrafricain et les groupes rebelles se soient mis d'accord et aient signé un accord de paix à Birao, une ville d'Afrique centrale. De l'accord ou de l'accord de paix découle plusieurs points à savoir les groupes rebelles ont accepté de cesser de mener leurs actions et de ne pas prendre les armes sauf qu'une partie du groupe rebelle serait recrutée pour devenir une armée nationale en Afrique centrale, ils ont été autorisés former un parti politique légal. On s'attend à ce que le président Bozizé ne se représente pas à la prochaine élection présidentielle et à un remaniement de la composition du parlement centrafricain. Après l'accord de paix, la Seleka a stoppé la rébellion qui a duré un certain temps. Au fil du temps, la Seleka n'était pas satisfaite de l'accord car le gouvernement n'a pas respecté l'accord qu'il avait conclu, les membres du groupe rebelle n'ont pas été immédiatement recrutés pour faire partie de l'armée centrafricaine. Mais en 2012, la coalition rebelle Séléka a réuni plusieurs groupes rebelles du nord, les groupes rebelles ont uni ou formé une alliance des groupes rebelles UFDR, CPJP, CPSK, FDPC et FPR, on sait que le président François Bozize n'a pas respecté les accord de paix signé en 2007. La Séléka exige la démission du président François Bozizé et à partir de mars 2013, la Séléka est devenue le nouveau dirigeant de l'Afrique centrale après avoir réussi à renverser le régime de François Bozizé. Les problèmes causés par la rébellion des groupes armés et des milices pro-gouvernementales en Afrique continuent d'augmenter les efforts pour recruter et impliquer des enfants dans leurs conflits armés en République centrafricaine. Le gouvernement a un rôle suffisamment important pour pouvoir garantir une vie sûre et prospère à ses citoyens. Le recrutement illégal et l'utilisation d'enfants soldats dans les rangs des groupes armés est une réalité préoccupante pour les enfants

centrafricains. gouvernement africain. Au milieu des efforts de collaboration avec l'UNICEF pour s'attaquer à l'affaire, on espère qu'il n'y aura plus de recrutement d'enfants en Afrique centrale qui sont des enfants soldats. Bien sûr, c'est aussi le devoir et la responsabilité de l'UNICEF de s'occuper des enfants soldats dans un pays d'Afrique centrale qui est l'une des institutions mondiales qui luttent pour les droits de l'enfant et qui devrait apporter de nombreux changements.

## **B. DISCUSSION**

Les conflits armés doivent être évités par chaque individu ou pays car l'impact du conflit causera de grandes pertes, ces pertes peuvent être matérielles ou immatérielles. Les conflits armés ont fait de nombreuses victimes non seulement parmi les militaires ou l'armée (combattants), mais aussi dans la société civile, y compris les femmes et les enfants. Les femmes et les enfants subissent souvent des actes de terreur et de violence, les femmes sont harcelées et transformées en esclaves sexuelles et ces enfants sont également recrutés et forcés de participer au champ de bataille et deviennent l'objet d'actes de violence. Le phénomène de recrutement d'enfants soldats est le résultat du conflit en République centrafricaine comme exemple de criminalité transnationale et de formes de violations des droits de l'homme axées sur les violations des droits de l'enfant. Le recrutement ou l'utilisation par des groupes armés aura un impact sur les enfants tout au long de leur vie, car ceux qui survivront seront une expérience terrible pour eux, les aspects traumatisants de la brutalité dont ils sont témoins et qu'ils subissent peuvent avoir des effets psychologiques profonds jusqu'à ce qu'ils soient adultes. Les troupes gouvernementales et les soldats rebelles ont recruté des dizaines de milliers d'enfants, principalement des garçons et de nombreuses filles, dont beaucoup ont été recrutés de force, enlevés dans la rue ou même dans des écoles et des orphelinats tandis que d'autres sont encouragés à rejoindre des groupes armés par peur ou par pauvreté. , les enfants veulent être protégés de la violence qui les entoure. Les garçons sont transformés en coolies ou en messagers tandis que les filles reçoivent des émissaires pour préparer la nourriture ou soigner les blessés, bien qu'elles soient également obligées de devenir des esclaves sexuelles avec d'autres soldats plus matures, en plus elles sont toujours obligées de plonger dans la guerre sur le terrain. Certains sont même contraints de commettre des actes de cruauté envers leur propre famille afin de rompre tous les liens avec leurs communautés.

Dans les pays qui sont souvent impliqués dans des conflits qui affecteront automatiquement leurs communautés à la fois les femmes et les enfants, le facteur le plus important dans le recrutement d'enfants soldats est l'impuissance du gouvernement et de l'armée à surmonter des conflits qui étaient initialement petits

pour devenir des conflits majeurs qui consomment de nombreuses personnes. victimes, de sorte que les enfants sont également contraints de participer à des activités de conflit armé. De nombreux groupes en conflit ou des milices gouvernementales qui sont en conflit impliquent des enfants dans la guerre, des enfants sont recrutés avec divers facteurs qui influencent le recrutement d'enfants dans des groupes armés, de nombreux enfants qui se joignent pour obtenir de l'argent, comme une raison de rester en vie ou le pouvoir. L'appât de l'économie appliqué par les groupes armés pour continuer à influencer les enfants pour que ces enfants veuillent toujours être en groupe. Les enfants qui participent à des conflits armés meurent ou sont souvent blessés lors de batailles. Sinon, ils sont obligés d'accomplir des tâches dangereuses telles que la préparation de mines terrestres et d'explosifs. Les hommes et les femmes en temps de guerre vivent dans des conditions misérables, à fournir de la nourriture mais n'ont pas accès aux services de santé. Dans la plupart des cas, ils sont traités avec cruauté, ils sont battus et insultés pour pouvoir se soumettre au chef. S'ils commettent des erreurs, la punition qui en découle est très sévère ou menace même leur vie. La décision de participer à un conflit armé est souvent déterminée par la structure socio-économique et la structure de la société et des familles qui ont été détruites en raison de situations de conflit armé. La pauvreté et le manque d'accès à l'éducation ou à l'emploi sont les facteurs les plus importants qui permettent à de nombreux jeunes de rejoindre les forces armées. Les filles ne cherchent pas des moyens de venger et de faire du mal à ceux qui ont été utilisés par des groupes armés. Ils ne cherchent que des moyens de contribuer, de faire quelque chose de significatif qui soit productif dans leur vie. Alors que ce que l'on voit couramment, ce sont des garçons tenant des AK-47, tandis que les filles qui sont derrière la ligne et dans les camps peuvent aussi être considérées comme des soldats, elles cuisinent ou font des courses en devenant des esclaves sexuelles.

La coopération internationale est nécessaire car, fondamentalement, tous les pays ne peuvent pas rester seuls là où la coopération vise à atteindre une prospérité mutuelle. La collaboration envisagée est une coopération entre pays ou organisations non étatiques. L'UNICEF et le gouvernement de la République centrafricaine travaillent ensemble pour éradiquer le recrutement d'enfants tétariens en République centrafricaine. L'UNICEF est une organisation internationale sous l'égide des Nations Unies (ONU) qui a la responsabilité d'assurer le bien-être des enfants à travers le monde. Voyant la menace posée par le recrutement d'enfants soldats, l'UNICEF a fait une série d'efforts pour traiter l'affaire. La République centrafricaine coopère avec l'UNICEF qui est une organisation internationale et conclut mutuellement des accords dans le cadre du processus de coopération entre parties liées. Il existe une variété de droits des enfants qui doivent être protégés et appliqués, étant donné que de nombreux droits des enfants sont ignorés et ne sont plus respectés, ce qui entraîne de

nombreuses violations des droits des enfants. Les droits des enfants sont 1) Les droits et libertés civils, chaque enfant a des droits et libertés civils en tant qu'adulte, par exemple d'avoir une identité et une citoyenneté, le droit à la liberté de pensée, de croyance et de religion, et le droit à la liberté d'expression ou d'expression . Cependant, les enfants n'ont pas de droits politiques, à savoir le droit de voter et d'être élu aux élections ou le droit de participer au gouvernement. Tout comme les enfants en République centrafricaine n'ont pas le droit aux libertés civiles de penser librement selon leur âge, mais en réalité ils sont contraints de penser conformément aux souhaits des chefs de groupes armés pour exécuter leurs ordres, que est de plonger dans le champ de bataille. 2) Droit au milieu familial. Est un droit humain spécial pour les enfants. Les adultes n'ont pas ce droit. Signifie que l'enfant a le droit d'être élevé par ses parents. Si le parent est absent ou incapable de s'en occuper, l'enfant a le droit d'avoir une famille ou un remplaçant. Le droit à l'environnement familial comprend également le droit de l'enfant d'être protégé contre toute forme de violence (physique, mentale, sexuelle, négligence ou négligence) de la part de ses parents ou tuteurs. Les enfants en République centrafricaine n'ont pas ces droits car ils sont confrontés à des conditions de guerre et ils ne sont protégés par personne, ils sont séparés de leurs parents pour aller sur le champ de bataille, ils ont subi diverses formes de violence tant physiques que mentales , elles ont été employées de force et la plupart des filles ont été transformées en esclaves sexuelles, elles ont également été négligées et négligées. Si les enfants sont victimes de violence et de négligence, l'État est obligé de fournir une protection aux enfants, mais en réalité, le gouvernement de la République centrafricaine est moins sérieux dans la défense des droits des enfants en République centrafricaine. 3) Droit à la santé et au bien-être de base. Les enfants ont droit aux normes de santé les plus élevées possibles, à savoir la prévention des maladies, la malnutrition et la réduction de la mortalité infantile, l'accès aux services de santé, y compris l'assurance maladie. Les enfants handicapés ont droit à des services de santé spéciaux afin qu'ils puissent s'identifier aux enfants non handicapés. La condition des enfants en République centrafricaine est très triste. Les plus grands tueurs d'enfants en République centrafricaine ne sont pas les balles mais la malnutrition, le paludisme, les infections respiratoires et la diarrhée (<http://tabloidjubi.com>). en effet la situation des enfants en République centrafricaine est très préoccupante, le manque de soins de santé entraîne des taux de mortalité élevés pour les résidents en République centrafricaine. 4) Le droit à l'éducation, aux loisirs et aux activités culturelles. Le droit à l'éducation, en particulier à l'éducation de base, le droit au repos, à avoir du temps libre pour jouer et se divertir et le droit de participer activement aux activités culturelles de la communauté. Les enfants en République centrafricaine ont très peu d'éducation, leur droit à recevoir une éducation a été échangé par l'état actuel de la République centrafricaine, ils n'ont pas non plus le droit de jouer et de jouer et participent activement aux activités culturelles de leur communautés. 5) Droit à une

protection spéciale. Il existe des droits de protection spéciaux pour certains groupes d'enfants, notamment les enfants réfugiés, les enfants en conflit avec la loi ou les enfants issus de groupes minoritaires ou de peuples autochtones. En outre, il existe également pour tous les enfants en situation de guerre ou de conflits armés, de l'exploitation économique, de la toxicomanie, de l'exploitation et de la violence sexuelle, de la traite, de l'enlèvement et de la traite des enfants, à l'exploitation sous d'autres formes. La situation en République centrafricaine signifie que le droit à une protection spéciale ne peut pas être correctement transmis aux enfants en République centrafricaine, ils ont été exploités par certains groupes rebelles pour aller à la guerre, ils ont été employés au profit de certaines parties, ils ont également été donné des drogues illégales par des groupes rebelles en République centrafricaine.

Le problème du recrutement d'enfants soldats est maintenant une question qui nécessite une attention sérieuse, non seulement de la part du gouvernement mais aussi de la communauté, outre le fait que l'État a l'obligation de fournir une protection aux enfants parce que le crime de recrutement d'enfants soldats est une menace réelle. qui peut retirer ces droits à l'enfant. La collaboration entre le Gouvernement de la République centrafricaine et l'UNICEF n'a pas été entièrement couronnée de succès, car il y avait encore des recrues d'enfants pour devenir soldats. Il y a plusieurs obstacles qui font que le processus de coopération ne réussit pas encore au maximum, le premier obstacle est le manque de confiance (ignorance des antécédents des autres), l'UNICEF n'est pas convaincu de la coopération entre lui et la République centrafricaine en raison de la corruption endémique, la collusion et le népotisme qui caractérisent les dirigeants de la République centrafricaine. Le deuxième obstacle est la différence juridique. Selon l'UNICEF, la définition d'un enfant soldat est qu'un enfant soldat peut être interprété comme un garçon ou une fille de moins de 18 ans, qui participent tous deux directement au contact armé ou qui ne sont pas directement impliqués dans le contact armé, comme ; cuisinier, portier, porteur de messages et toute personne accompagnant des groupes armés impliqués dans un conflit, alors que la Convention de Genève de 1949 et le Protocole additionnel de 1977 fixent à 15 ans l'âge minimum pour rejoindre un conflit armé. Le troisième est un obstacle opérationnel, l'UNICEF éprouve des difficultés en termes de financement, l'UNICEF a affirmé manquer de fonds pour résoudre le cas et aider les conditions des enfants sur le territoire de la République centrafricaine, outre que les ressources humaines en République centrafricaine sont également incapable de soutenir la coopération. République centrafricaine avec l'UNICEF, les acteurs du pays n'ont pas pu assumer correctement leurs devoirs et responsabilités. Le quatrième obstacle est le conflit en cours, les actes de violence et les conflits qui se poursuivent et continuent de se produire en République centrafricaine entravent également la distribution de l'assistance de l'UNICEF à la population centrafricaine. les infrastructures routières et

de transport en République centrafricaine ont été endommagées, ce qui signifie que l'aide humanitaire à ceux qui en ont le plus besoin peut être un énorme défi, nécessitant un transport aérien coûteux ou peut passer des jours avec de longues distances, l'insécurité est également devenue un obstacle pour l'équipe à accéder à la population qui en avait le plus besoin.

### C. CONCLUSION

Un problème très grave qui se pose en Afrique centrale est le nombre de violations des droits de l'homme qui se produisent en raison de différends passés et de vengeance entre certains groupes en Afrique, cela fait une guerre qui est continue au point d'affecter leurs enfants et petits-enfants. La République centrafricaine est en proie à des conflits persistants entre l'armée, des groupes nationaux et des groupes armés étrangers, qui perturbent l'environnement dans lequel vivent les femmes et les enfants. Le conflit entre l'armée et six groupes armés en République centrafricaine a conduit à une crise de durabilité complexe et prolongée. La République centrafricaine, a un parcours de guerre impliquant des enfants pour prendre part à l'action dans la bataille. Plusieurs facteurs encouragent le recrutement d'enfants soldats en République centrafricaine, à savoir que le conflit lui-même qui s'est produit en République centrafricaine était une activité initialement menée par des rebelles mécontents de la performance du gouvernement. La corruption, la collusion et le népotisme qui caractérisent le leadership en République centrafricaine font sentir aux gens qu'il doit y avoir un changement dans le pays. Outre les conflits, il existe également d'autres facteurs, à savoir la pauvreté. La République centrafricaine est incluse dans un pays faible parce qu'elle est incapable de garantir le bien-être de son peuple. Prouvé dans l'indice de développement humain des Nations Unies, ce pays est classé 180e sur 186 pays (PNUD, 2014) qui sont encore en dessous du seuil de pauvreté, sans compter que la République centrafricaine est entrée comme un État défaillant lorsque son gouvernement central n'est plus en mesure contrôler et superviser la situation de toute sa région .

Un autre facteur est politique, la répartition du pouvoir est également inégale car de nombreuses élites politiques qui contrôlent le siège du gouvernement, des groupes dans les régions du nord de la République centrafricaine ont le sentiment que leurs aspirations ne sont pas entendues par le gouvernement central, d'ailleurs que la plupart des dirigeants centrafricains commettent la corruption et s'enrichissent. Le facteur suivant est l'éducation, la plupart des enfants en Afrique n'ont pas l'éducation qu'ils devraient avoir. Certains d'entre eux vont travailler pour aider leurs parents, et d'autres souffrent de malnutrition à cause de la pauvreté qui touche leurs familles. L'éducation peut être l'une des raisons pour lesquelles la pauvreté en République

centrafricaine n'a pas encore disparu. Le conflit affecte les possibilités pour les enfants de recevoir une éducation de qualité, le gouvernement est également affaibli, outre la difficulté du gouvernement à fournir des installations éducatives, à savoir des écoles, en particulier dans les zones reculées, outre le conflit provoque une diminution de l'offre d'enseignants qui soutiennent l'éducation dans le pays. Le Gouvernement de la République centrafricaine et l'UNICEF travaillent ensemble pour éradiquer le recrutement d'enfants tétariens en République centrafricaine. La question du recrutement d'enfants soldats est maintenant un problème qui nécessite une attention sérieuse, non seulement de la part du gouvernement mais aussi de la communauté. L'État a l'obligation d'assurer la protection des enfants. Le crime de recrutement d'enfants soldats est une menace réelle qui peut priver les enfants de ces droits. Le Gouvernement de la République centrafricaine s'efforce de collaborer avec l'UNICEF pour s'attaquer à ce cas afin qu'il soit attendu qu'il n'y ait plus de recrutement d'enfants en Afrique centrale qui sont des enfants soldats. Cependant, cette collaboration n'a pas produit de résultats significatifs, il y a encore des enfants impliqués dans le conflit armé en République centrafricaine. Les obstacles qui surviennent dans la collaboration du Gouvernement de la République Centrafricaine sont 1). Confiance minimale (ignorance des antécédents des autres) 2) Différences juridiques 3) Financement minimal 4) Ressources humaines et, 5) Conflit prolongé.

## RÉFÉRENCES

1. Abdullah Chaidar (24 avril 2013) L'éducation en République centrafricaine a été détruite en raison du conflit, parmi les nouvelles :
2. <<https://www.antaraneews.com/berita/370992/ducation-in-republic-afrika-amid-devastation-consequences-conflict>> consulté le 7 novembre 2017
3. Armandhanu, Denny (19 décembre 2014) Il y a 10 000 enfants soldats en République centrafricaine, de CNN Indonésie :
4. <<https://www.cnnindonesia.com/international/20141219171701-127-19401/there-are-10-thousand-child-soldiers-in-republic-africa-central/>> consulté le 8 août 2017
5. Attaques contre l'éducation L'impact des conflits et des violations graves sur les enfants. contrats à terme 2013
6. <<https://www.savethechildren.org/content/dam/global/reports/education-and-child-protection/attacks-on-ed-2013.pdf>> consulté le 16 janvier 2017

7. Les enfants portent le poids de la pauvreté. 2017
8. <<https://data.unicef.org/topic/overview/child-poverty/>> consulté le 29 janvier 2018
9. La Convention relative aux droits de l'enfant <<http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>> consulté le 5 janvier 2018
10. Haryono, Willy (18 décembre 2014) L'ONU a besoin de plus de fonds pour aider les enfants en Afrique, extrait de l'actualité métropolitaine internationale :
11. <<http://internasional.metrotvnews.com/dunia/Dkq2pLpK-pbb-butuh-dana-lebih-u-help-children-africa>> consulté le 27 février 2018
12. Groupe international de crise (ICG). 2007. "Anatomie de la République centrafricaine d'un
13. Phantom State". Africa Report No.136 <[https://www.files.ethz.ch/isn/50168/136\\_central\\_african\\_republic.pdf](https://www.files.ethz.ch/isn/50168/136_central_african_republic.pdf)> consulté le 26 juin 2018
14. Équipe éditoriale. 2012. L'Union rebelle en République centrafricaine lève des fonds humanitaires
15. Préoccupations. <<http://www.theguardian.com/globaldevelopment/2012/dec/21/rebelle-republique-centrafricaine-humanitaire>> consulté
17. Action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants 2013 <[https://www.unicef.org/appeals/files/CAR\\_2013\\_HAC\\_Final.pdf](https://www.unicef.org/appeals/files/CAR_2013_HAC_Final.pdf)>
18. Rapport annuel de l'UNICEF. 2014
19. <[https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Central\\_African\\_Republic\\_Annual\\_Report\\_2014.pdf](https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Central_African_Republic_Annual_Report_2014.pdf)> consulté le 17 juin 2018
20. UNICEF Humanitarian Action for Children 2015 <[https://www.unicef.org/appeals/files/HAC\\_Overview\\_2015\\_WEB\\_27\\_01\\_15.pdf](https://www.unicef.org/appeals/files/HAC_Overview_2015_WEB_27_01_15.pdf)> consulté le 14 juillet 2018